



Photo World Wide

Le premier ministre de l'Alberta, M. Peter Lougheed, en compagnie de l'ancien premier ministre de France, M. Jacques Chirac, lors de la visite de M. Lougheed à Paris en 1975.

de gaz naturel affectent directement son économie. Par ailleurs, l'une des préoccupations immédiates du gouvernement provincial est de trouver de nouveaux débouchés pour ses produits pétrochimiques. Enfin, la négociation du traité sur le pipe-line canado-américain a donné lieu à des discussions avec les provinces, y compris l'Alberta.

On pourrait poursuivre l'énumération, mais ce qu'il faut retenir, c'est que les relations commerciales et autres entre le Canada et les États-Unis présentent un intérêt qui est loin d'être passager. Dans un récent rapport à ce sujet, le Sénat canadien a reconnu qu'il fallait accorder aux provinces un rôle plus important dans ces relations. Il est essentiel en effet que les intérêts et les préoccupations de toutes les régions du pays soient prises en compte dans l'élaboration de la politique du gouvernement canadien. A cette fin, un précieux réseau d'échanges d'informations a été établi entre l'ambassade du Canada à Washington, le ministère des Affaires extérieures et les gouvernements provinciaux intéressés, et s'est révélé jusqu'ici très profitable.

Pour le reste, l'Alberta ne s'est pas vraiment préoccupée de conclure des ententes avec d'autres pays ou avec des États d'autres fédérations. En effet, les traités que le Canada a déjà conclus avec un certain nombre de pays sur les activités culturelles et scientifiques répondaient déjà à ses besoins. Ainsi, lorsqu'a eu lieu l'examen périodique des activités entreprises dans le cadre des traités culturels franco-canadiens et canado-russes, les représentants provinciaux ont participé non seulement aux discussions entre Canadiens

mais aussi aux conférences bilatérales d'étude des activités à venir.

Le commerce

Mis à part les aboutissements de ses démarches à l'étranger et les préoccupations que lui suscitent les relations commerciales canado-américaines, l'Alberta, comme d'autres provinces, s'intéresse au plus haut point au commerce extérieur en général et aux présentes négociations du GATT en particulier. Toute modification de la politique tarifaire du Canada peut oui ou non lui causer du tort. Certaines politiques peuvent favoriser les intérêts du noyau industriel du pays au détriment des provinces qui dépendent principalement des ventes de matières premières ou de ressources brutes. Les Premiers ministres des provinces de l'Ouest ont soulevé ce problème récemment lors de la conférence qu'ils ont tenue en avril 1976, et des fonctionnaires albertains se sont entretenus à ce sujet avec les représentants du Canada aux négociations du GATT. Les provinces veulent avoir davantage voix au chapitre et participer plus étroitement, étant donné que tout accord conclu à Genève aura pendant longtemps des effets considérables sur le développement de leurs économies respectives.

Il y a quelques années, la participation provinciale aux conférences internationales faisait couler beaucoup d'encre. Aujourd'hui, cette question soulève moins de remous, et l'on reconnaît que les gouvernements provinciaux peuvent apporter une contribution très valable. C'est ainsi qu'ils ont pu faire partie de la délégation canadienne à la Conférence mondiale de la population à Bucarest, à la Conférence mondiale de l'alimentation à Rome et à la conférence Habitat à Vancouver (dans ces circonstances, il semble étrange qu'on ne leur ait pas accordé un rôle plus actif dans les négociations du GATT). Si l'on se fie aux commentaires exprimés, leur participation aurait d'ailleurs donné d'excellents résultats et rehaussé la contribution du Canada dans son ensemble. L'Alberta a aussi été invitée à participer à la Conférence sur le droit de la mer, mais elle a refusé pour des raisons évidentes. Par contre, les provinces côtières comme Terre-Neuve ou la Colombie-Britannique auraient fort intérêt à y prendre part.

Au cours des quelques dernières années, l'Alberta a accueilli un certain nombre de missions commerciales étrangères en visite au pays, ainsi que d'innombrables ambassadeurs accrédités auprès du Canada. Par exemple, c'est dans cette province que l'ambassadeur de la Répu-